



Le ministre Barrette dit n'avoir intimidé personne

PATRICE BERGERON
La Presse canadienne

Le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, se défend d'être un intimidateur, en dépit des incidents et des propos qui lui sont reprochés du temps où il travaillait dans un grand hôpital montréalais.

Il s'est plaint lui-même d'avoir dû pallier les manquements de ses anciens collègues et avoir subi leurs brimades.

La Presse rapporte dans son édition de jeudi une série de menaces et de propos parfois orduriers qu'il a proférés lorsqu'il était radiologiste à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, en 2009, dans ce qui semblait être une guerre à finir avec ses collègues.

L'opposition l'accuse d'ailleurs de régler ses comptes désormais avec eux en abolissant leur champ d'expertise pour le transférer aux cardiologues.

Le ministre n'a pas nié le récit des nombreux incidents, mais les attribue à climat «très, très, très tendu» de part et d'autre, quand il était chef et qu'il imposait des décisions à ses subalternes.

«Je n'ai jamais intimidé personne», a-t-il déclaré en point de presse jeudi matin à l'entrée du caucus libéral, en assurant que ceux qui avaient brisé le silence dans l'article ne l'intimidaient pas non plus.

Pour justifier une de ses déclarations, quand il a dit à un collègue qu'il entendait le poignarder de face parce que lui le poignardait dans le dos, il a laissé entendre que «ce sont des conversations de souper de Noël, ce sont des images».

M. Barrette a affirmé avoir du mal à concevoir que des gens puissent se sentir encore blessés par ses propos plusieurs années après les événements. Toutefois, il a reconnu que ce qu'il ne conçoit pas comme étant de l'intimidation puisse être perçu comme tel par d'autres personnes.

«Il y a des gens dans le réseau qui considèrent que c'est de l'intimidation parce qu'on fait des transformations [...]. Je ne peux pas changer les modes de fonctionnement sans qu'il y ait des gens qui se sentent bousculés.»

Le ministre a insinué qu'il en aurait long à dire lui aussi sur ses anciens collègues, mais il a refusé d'élaborer.

«Du langage ordurier, des quasi-menaces, j'en ai eu moi aussi», a-t-il évoqué, avant de se faire demander par les journalistes si lui avait aussi eu recours à ces procédés : «C'est tout ce que j'ai à dire», a-t-il répondu, pour ensuite insister pour passer aux questions en anglais.

Par ailleurs, il a soutenu que «c'est un hasard» si la décision gouvernementale de retirer l'exercice de l'échographie cardiaque aux radiologistes pour le confier aux cardiologues affecte ses anciens collègues.

En Chambre, la députée péquiste Agnès Maltais l'a plutôt accusé d'être un «matamore» qui prive des milliers de patients d'un service tout simplement pour exercer une «vengeance personnelle».

«Qui cela touche par hasard? Les deux radiologistes de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont qu'il a promis de détruire, peu importe les dommages collatéraux. Les dommages collatéraux, ce sont 6220 patients qui attendaient sur une liste d'attente pour une échographie cardiaque.»

Démission ou congédiement réclamé

Le reportage de *La Presse* a fait réagir le Regroupement des médecins pour une médecine engagée (ROME), qui estime que «le ministre Barrette doit certainement démissionner, ou le premier ministre doit assumer son congédiement». Selon le regroupement, l'article rapporte des faits et un comportement «bien connus et souvent dénoncés par ceux qui oeuvrent dans le réseau».

«Le ministre Barrette a démontré depuis le début de son mandat qu'il n'écoute aucune critique. Il a aboli tous les contre-pouvoirs démocratiques qui existaient dans le système de santé. [...] Le reportage de ce matin [jeudi] témoigne d'un homme avec un long historique de violence verbale et d'intimidation. Il n'a clairement pas l'étoffe du leader nécessaire pour piloter le ministère», a déclaré le ROME dans un communiqué.

L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux, les trois fédérations de médecins (spécialistes, omnipraticiens et résidents) de même que l'Association des gestionnaires des établissements de santé et de services sociaux ont aussi dénoncé l'approche «unilatérale» du ministre Barrette dans une déclaration conjointe. «L'intimidation, le dénigrement et l'abus de pouvoir sont en parfaite contradiction avec les besoins des patients et les attentes de la population du Québec. Le ministre doit le réaliser et changer d'approche maintenant», écrivent les cinq organisations. **Avec *Élisabeth Fleury (Le Soleil)***